

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue de Belle Eau
73000 Chambéry
Références : 20220506-RAP-AxiaEB-Inspection-Georisques-v3-21juin22

Chambéry, le 24/05/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 ESSERTS BLAY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/05/2022 dans l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La précédente visite du site date du 2/03/2021.

Ce site fait l'objet de plusieurs arrêtés préfectoraux de mise en demeure et de sanctions administratives.

L'objectif principal de la visite était de faire un point sur l'état d'avancement des différents sujets visés par une mise en demeure.

Elle a également été mise à profit pour contrôler plusieurs prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1/10/2015.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- AXIA
- ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY
- Code AIOT dans GUN : 0006104343
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : IED - MTD

La société AXIA est autorisée à exploiter sur la commune d'ESSERTS BLAY un centre de tri, transit et regroupement de déchets dangereux et non dangereux et de déchets métalliques, et un centre VHU.

Les activités ont été autorisées par un arrêté préfectoral du 04/02/2003. Un arrêté du 1/10/2015 a actualisé les prescriptions et porte agrément d'une installation de broyage de VHU (actuellement à l'arrêt, de manière prolongée).

Un arrêté préfectoral complémentaire du 16/03/2020 porte agrément du centre VHU. Conformément à l'arrêté ministériel du 14/04/2020, cet agrément est désormais sans limite de validité (6 ans fixés initialement).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- A – STOCKS DE DECHETS
- B – RESPECT DE L'EMPRISE DU SITE AUTORISÉE
- C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
- D -PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE
- E – PORTER À CONNAISSANCE DES MODIFICATIONS
- F – NUISANCES SONORES

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'Inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suites, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'Inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de l'inspection
A3 – Volumes stockés et emplacements de stockage – VHU	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	Mise en demeure, déchets
A8 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Pneumatiques usagés	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	Mise en demeure, déchets
A17 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Bouteilles de gaz	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1, 7.1.5 et 1.3.1	Mise en demeure, déchets
A20 – Emplacements de stockage – observations générales	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1	Mise en demeure, déchets
A21 – Évacuation des boues thermales	AP de Mise en Demeure du 21/05/2014, article 1er	Astreinte, Levée de consignation
C2 - Collecte des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 3.2.1 et 3.3.1	Mise en demeure, respect de prescription
C6 - Rétention des liquides dangereux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.6.1	Mise en demeure, respect de prescription
D1 – Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2	Mise en demeure, respect de prescription
E1 – Régularisation du broyeur DIB/Bois	AP de Mise en Demeure du 05/03/2021, article 1 – c)	Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suites

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Suite possible
A1 – Tenue d'un état des stocks	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et article 7.1.7 de l'AP du 1/10/15	Mise en demeure
A9 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets non dangereux	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 5/03/2022 – article 1 – a) ; arrêté préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1, 7.1.1 et 1.3.1	Amende administrative
A18 – Volumes stockés et emplacements de stockage – "Fond de tas"	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 et 1.3.1	Mise en demeure
C1 – Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.2	Mise en demeure
C4 - Analyses des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.5	Mise en demeure

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Observation formulée
A2 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets métalliques	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	
A4 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Gravats	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 ; 1.3.1	
A5 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets de bois	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	
A6 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets papier/carton	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	
A7 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets plastiques	Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 5/03/2022 – article 1 – a) ; arrêté préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1, 7.1.1 et 1.3.1	
A10 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets verts	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	
A11 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Collecte sélective	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	
A12 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Batteries usagées	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	OUI
A13 – Volumes stockés et emplacements de stockage – DTQD	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	
A14 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Amianté lié	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	
A15 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Boues d'usage	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1	OUI
A15 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Ordures ménagères	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 et 1.3.1	
A19 – Volumes stockés et emplacements de stockage – "Fer+DIB"	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 et 1.3.1	
A22 – Exutoire des déchets inertes	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 4.1.7	OUI
B1 - Respect de l'emprise du site autorisée – SUD	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1	OUI
B2 - Respect de l'emprise du site autorisée – OUEST	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1	OUI
B3 - Respect de l'emprise du site autorisée – NORD	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1	OUI
B4 - Respect de l'emprise du site autorisée – EST	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1	
C3 - Entretien du séparateur hydrocarbures	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.4.1	

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Observation formulée
C5 - Rétention des eaux d'incendie	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3	OUI
D2 - Accessibilité des services de secours	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.3.4	
F1 - Mesures de bruit	Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 5.2.2 et 5.2.1	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite a permis de faire un point quasi exhaustif sur les différents déchets entreposés sur le site, et le respect des quantités autorisées et du plan des stockages.

Des surstocks, des déchets non autorisés et des non-respects du plan ont été mis en évidence sur certains déchets.

S'agissant des boues thermales, nous avons constaté que la situation progresse, mais à un rythme insuffisant, s'agissant d'une mise en demeure datant de 2014.

Enfin, des non-conformités ont également été relevées concernant la gestion des eaux pluviales (et potentiellement des eaux d'extinction d'incendie) et la plateforme de pompage, point important s'agissant de l'accessibilité des services de secours au seul hydrant du site.

Ces constats conduisent ou sont susceptibles de conduire à des suites administratives.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : A1 – Tenue d'un état des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 et article 71.7 de l'AP du 1/10/15
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Tenue à jour d'un état des stocks de déchets
Constats : Cette exigence, qui figure dans l'arrêté préfectoral du site, a été renforcée suite au retour d'expériences de l'accident du site Lubrizol de Rouen en 2019. L'article 49 de l'arrêté ministériel est applicable au site AXIA d'Esserts-Blay depuis le 24/09/2020. En l'absence du responsable d'exploitation du site, le dirigeant de l'entreprise a indiqué lors de la visite ignorer si cet état des stocks a été mis en place sur le site d'Esserts-Blay.
Observations : Confirmer sous 15 jours si l'état des stocks est en place ou non, et transmettre le cas échéant une copie du dernier état réalisé avant la visite. A défaut, nous proposerons à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A2 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 71.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Superficie maximale : 16 000 m ² (rubrique 2713). Exploitation de l'établissement conformément aux plans
Constats :

<p>La limite de 16 000 m² était largement respectée. De fait, ces 16 000 m² correspondent grosso modo à la totalité de la surface disponible au nord du bâtiment, et ne peut donc être atteinte par les seuls stockages de déchets métalliques, compte tenu de la présence sur cette partie du site des stockages des autres déchets pris en charge par l'exploitant (bois, déchets verts, VHU...), du broyeur VHU, et de la cisaille.</p> <p>La hauteur des tas (non réglementée dans l'arrêté) et donc le volume stocké (idem) étaient très importants. Cela est susceptible de nuire à la sécurité du site (accessibilité des services de secours, voir constat D2) et au calendrier d'évacuation des boues thermales (voir constat A21). Le manque de place amène également l'exploitant à stocker des bennes (vides et non vides) en dehors de l'emprise autorisée (voir constats B1 et B2).</p> <p>Les volumes importants étaient dus, selon l'exploitant, à la faible demande déchets métalliques actuellement de la part de ses clients habituels (aciéries italiennes), en lien notamment avec le conflit russo-ukrainien.</p> <p>Le plan des stockages était globalement respecté. Un tas d'aluminium broyé était cependant présent à l'est du local administratif et plusieurs bennes comportant des déchets métalliques étaient dispersées sur le site, au sud-est notamment, emplacements non prévus sur le plan.</p> <p>Observations : Demande : nous invitons l'exploitant à rechercher de nouveaux débouchés afin d'évacuer les déchets métalliques, réduire la taille des stockages, gagner de la place sur le site, et in fine accroître la sécurité du site.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : A3 – Volumes stockés et emplacements de stockage – VHU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
<p>Prescription contrôlée : Superficie maximale : 100 m² (rubrique 2712). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.</p>
<p>Constats : La surface occupée par l'installation de stockage et traitement des VHU dépassait la limite autorisée, puisqu'elle était approximativement de 500 m², comprenant la zone de dépollution à l'intérieur du bâtiment et surtout les stocks très conséquents de VHU dépollués à envoyer chez un broyeur agréé (qui étaient gérés en partie sur des déchets métalliques).</p> <p>Nous relevons que les aires de stockage de VHU en attente de dépollution et des VHU dépollués ont été omis sur le plan des stockages...</p> <p>Nous avons constaté par ailleurs que l'atelier de dépollution a été déplacé au sein du bâtiment (de la partie ouest à la partie est). La partie ouest accueille désormais l'atelier de maintenance du matériel.</p> <p>N.B. : L'exploitant a confirmé que le broyeur VHU du site ne fonctionne toujours pas. Il a commandé des pièces afin de le remettre en service.</p>
<p>Observations : Nous proposons à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant (APMD) de faire évacuer les carcasses de VHU dépollués vers un broyeur agréé, de manière à respecter la superficie autorisée, et de nous transmettre les justificatifs sous 1 mois. Par la suite, les carcasses devront être évacuées au fil de l'eau.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Nom du point de contrôle : A4 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Gravats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Superficie maximale : 3000 m ² . Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : La surface de stockage était quasi nulle et respectait donc la superficie autorisée. L'installation est non classée au titre de la rubrique 2517 (seuil de classement en déclaration : 5000 m ²). La zone prévue pour les gravats était occupée par des bennes (principalement vides). L'aire de stockage du corindon (~ 70 m ²) n'est pas localisé sur le plan.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A5 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets de bois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Volume maximale : 500 m ³ (rubrique 2714). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Le volume autorisé et l'emplacement de stockage prévu par le plan étaient respectés.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A6 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets papier/carton

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Volume maximale : 500 m ³ (rubrique 2714). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Le volume stocké (40 m ³) respectait la limite autorisée et l'emplacement prévu par le plan.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A7 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets plastiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 5/03/2022 – article 1 – a) ; arrêté préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1, 7.1.1 et 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : APMD : Evacuer, avant le 15 mars 2021, l'excédent de déchets de plastiques et de DIB présent sur le site jusqu'à l'atteinte des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, soit : déchets de plastiques : 100 m ³ (rubrique 2714). Article 1.3.1 : Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Le volume stocké (50 m ³) respectait la limite autorisée et l'emplacement prévu par le plan. Nous rappelons que, des surstockages ayant été constaté lors de la visite d'inspection du 28/01/2021, l'évacuation des excédents de déchets de plastiques avait été demandée par arrêté de mise en demeure du 5/03/2021. Les stocks avaient déjà réduit lors de la visite du 2/03/2021, réalisée avant l'échéance de l'APMD. Plus tard, par courriel du 10/03/2021, l'exploitant avait justifié de l'évacuation, pour valorisation, des déchets de plastiques, à l'issue d'opérations de tri et de préparation. Les constats de la visite du 6/05/2022 confirment qu'il n'y a plus de difficulté pour ce type de déchets sur le site. L'APMD du 5/03/2021 peut être levé sur ce point.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A8 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Pneumatiques usagés

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Volume maximale : 100 m ³ (rubrique 2714). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : La limite autorisée était largement dépassée, puisqu'une vingtaine de bennes, remplies inégalement, et contenant des pneus déjantés ou des roues, étaient dispersées sur le site, soit environ 600 m ³ au maximum. Le stock était donc très conséquent, bien que l'exploitant ait indiqué avoir évacué des pneumatiques en début d'année 2022 par la société ALIAPUR. Les déchets ne sont manifestement pas évacués au fil de l'eau comme ils devraient l'être. PAR ailleurs, de nombreuses roues (issues des VHU) sont à déjanter par l'exploitant avant de pouvoir évacuer les pneumatiques. Ces opérations ne semblent pas non plus réalisées au fil de l'eau. Le plan figurant dans le dossier ne précise pas l'emplacement des stockages de pneumatiques.
Observations : Nous proposons à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant d'évacuer les excédents de pneumatiques usagés sous 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Nom du point de contrôle : A9 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral de mise en demeure du 5/03/2022 – article 1 – a) ; arrêté préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1, 7.1.1 et 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : APMD : Evacuer, avant le 15 mars 2021, l'excédent de déchets de plastiques et de DIB présent sur le site jusqu'à l'atteinte des volumes autorisés par l'arrêté préfectoral du 1er octobre 2015, soit : déchets de plastiques : 1100 m3 (rubrique 2716). Article 1.3.1 : Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Le volume présent était d'environ 4 000 m ³ . Nous précisons qu'en l'absence d'instruments de métrologie, les évaluations des stockages mentionnées dans le présent rapport restent approximatives, compte tenu de l'irrégularité de la géométrie des tas de déchets (y compris en bennes, parfois partiellement remplies, parfois débordant). Les DIB étaient essentiellement présents sous le hangar dédié, mais aussi autour de ce dernier. Le volume présent sous le hangar était légèrement inférieur au volume autorisé. Mais le stock de DIB à trier débordait du hangar sur ses faces ouest et nord. Le site comportait un autre tas de DIB vers le broyeur de métaux, à l'ouest, et plusieurs tas de DIB broyés proche du hangar, qui ne sont, de fait, pas prévus sur le plan (cf. constat E1). En outre, quelques bennes de DIB étaient dispersées sur le site (y compris sur la route d'accès, voir constat B2). Nous rappelons que, des surstockages ayant été constaté lors de la visite d'inspection du 28/01/2021, l'évacuation des excédents avait été demandée par APMD du 5/03/2021. Comme indiqué ci-dessus, le site était toujours en surstock lors de la visite du 6/05/22. L'exploitant a indiqué avoir réceptionné beaucoup de déchets sur la période récente et que le surstock serait dû aux limitations posées par la société BIOVAL (fabrication de CSR – combustible solide de récupération), qui constitue l'exutoire, unique pour l'exploitant, de ces déchets. Ces limitations sont elles-mêmes dues à des difficultés techniques sur les exutoires du CSR (cimenteries), ce que nous confirmons. L'exploitant a cependant justifié lors de la visite de la programmation de l'évacuation de 6 semi-remorques vers la société BIOVAL la semaine suivante (semaine n°19). L'exploitant a signalé que le futur marché avec la collectivité (démarrage en juillet) devrait prévoir l'envoi direct des déchets de déchetteries vers le site BIOVAL, ce qui serait favorable au respect des volumes autorisés sur le site d'Esserts-Blay. Ceci est cependant suspendu à la décision d'Arlysère de retenir le groupement AXIA-BIOVAL pour ses déchets... Nous nous tenons à la disposition de l'exploitant pour un temps d'échange avec la société BIOVAL concernant les conditions de prise en charge par cette dernière des déchets issus de la société AXIA.
Observations : Nous demandons à l'exploitant de justifier, par l'envoi de photographies, du retour au volume autorisé de DIB d'ici au 6/06/2022. A défaut, nous proposerons à M. le préfet une amende administrative sur ce point, pour non-respect de l'APMD du 5/03/2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A10 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets verts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Volume maximale : 100 m ³ (rubrique 2716). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Le volume autorisé et l'emplacement de stockage prévu par le plan étaient respectés.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A11 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Collecte sélective

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Volume maximale : 300 m ³ (rubrique 2716). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Le stockage (environ 50 m ³) respectait le volume autorisé et l'emplacement de stockage prévu par le plan.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A12 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Batteries usagées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Quantité maximale : 10 t (rubrique 2718). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Avec environ 0,6 t présentes, le tonnage autorisé était respecté. Des batteries étaient stockées dans un fût à proximité de l'appentis situé à l'ouest du bâtiment (zone de stockage non représentée sur le plan), alors qu'elles sont censées être stockées dans le bâtiment.
Observations : Voir constat A20 concernant le respect du plan des stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A13 – Volumes stockés et emplacements de stockage – DTQD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée :

Quantité maximale : 5 t (rubrique 2718). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Pas de stockage observé.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A14 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Amianté lié

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Quantité maximale : 10 t (rubrique 2718). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Pas de stockage observé.
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A15 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Boues d'usinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Quantité maximale : 25 t (rubrique 2718). Exploitation de l'établissement conformément aux plans.
Constats : Le stock présent (environ 20 t) respectait le volume autorisé. Ces boues étaient stockées dans le bâtiment, comme habituellement. Cependant le plan ne prévoit pas d'emplacement pour ce type de déchets.
Observations : Voir le constat A20 concernant le respect du plan des stockages.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A16 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Ordures ménagères

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 et 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Volume maximal : 500 m ³ (en lieu et place de la collecte sélective) ; exploitation de l'établissement conformément aux plans
Constats : Pas de stockage observé
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : A17 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Bouteilles de gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 71.1, 71.5 et 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : "Les déchets non conformes sont retirés du lot réceptionné dès leur détection. Ces déchets, ou le cas échéant le chargement entier, sont retournés à leur producteur ou dirigés vers une installation appropriée et conforme à la réglementation. Une zone est prévue pour l'entreposage, avant leur reprise par leur apporteur ou leur élimination par un prestataire, des déchets qui ne respectent pas les critères d'admission." Exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE.
Constats : 3 bennes remplies de bouteilles de différents format étaient dispersées sur le site, soit environ 90 m ³ en tout. Ces déchets ne sont pas autorisés sur le site en tant que flux spécifique de déchets réceptionnés pour le tri transit regroupement. L'exploitant indique qu'il s'agit de déchets indésirables retirés des bennes de déchets non dangereux collectées en déchetteries et regroupés en bennes sur le site. L'exploitant considère que les bouteilles sont vides et qu'il s'agit de ferraille. Elles sont cisailées par campagne et dirigées vers les aciéries avec les autres déchets métalliques. Nous avons effectivement constaté la présence de bouteilles découpées en deux au sein des ferrailles à évacuer. Il s'agit cependant de déchets dangereux (présence résiduelle de gaz, au moins potentiellement sur une partie des bouteilles), avec les risques d'explosion associés en cas d'incendie, entraînant le classement sous le code déchets 15 01 10*. D'autant plus que les bennes de bouteilles de gaz étaient stockées à proximité de déchets combustibles (bennes de pneumatiques, carcasses de VHU).
Observations : L'exploitant n'est pas autorisé à traiter des bouteilles de gaz (vides) sur son site : la presse cisaille autorisée au titre de la rubrique 2791 est réservée au traitement des déchets (métalliques) non dangereux ; elle ne peut être utilisée pour le cisailage des bouteilles de gaz, sur le plan administratif et réglementaire comme sur le plan technique (risques d'explosion). Nous proposons à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de faire évacuer, dans la filière autorisée, les 3 bennes de bouteilles de gaz observées lors de la visite. Ces déchets doivent être repris gratuitement par les metteurs sur le marché, conformément aux dispositions de l'article D. 543-62 du code de l'environnement. L'exploitant nous en communiquera les justificatifs sous 1 mois. Les bouteilles qui, comme les autres déchets indésirables, continueront à être retirées des flux de déchets non dangereux réceptionnés sur le site doivent être entreposés sur le site avec des précautions particulières, en attendant leur évacuation. Cet entreposage doit être limité en durée (évacuation dès la constitution d'une unité de transport).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, déchets

Nom du point de contrôle : A18 – Volumes stockés et emplacements de stockage – "Fond de tas"

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 71.1 et 1.3.1
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Déchet non autorisé ; exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE

<p>Constats : Ces déchets, récupérés lors du curage du bac de la presse cisaille, sont considérés par l'exploitant comme proches en qualité des résidus de broyage automobile (RBA, ou fluff). Ils ne sont pas prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation et le plan du site. Leur évacuation avait été demandée dans le rapport de la visite d'inspection du 2/03/21.</p> <p>Lors de la visite du 6/05/22 nous avons constaté que le tas a légèrement diminué depuis notre précédente visite. L'exploitant a indiqué avoir criblé une partie du tas afin d'extraire les métaux non ferreux et évacué le reste vers la société BIOVAL pour la fabrication de CSR. Une nouvelle campagne de criblage, réalisée par une société de travaux publics, était programmée à la semaine suivante.</p>
<p>Observations : Communiquer sous 15 jours, avec les justificatifs nécessaires, les tonnages de "fond de tas" évacués et restants à évacuer, et un engagement concernant le calendrier prévu pour la fin des évacuations (celui-ci devra être inférieur à 3 mois). A défaut, nous proposerons à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : A19 – Volumes stockés et emplacements de stockage – "Fer+DIB"

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, articles 7.1.1 et 1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS</p>
<p>Prescription contrôlée : Déchet non autorisé ; exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE</p>
<p>Constats : Ces déchets avaient été constatés lors de la visite du 2/03/21. Bien que composés très principalement de métal (en proportion massique), ces déchets n'étaient pas spécifiquement prévus par l'arrêté préfectoral d'autorisation et le plan du site. Leur évacuation avait été demandée dans le rapport de la visite. Lors de la visite du 6/05/22 nous avons constaté que ce tas a été évacué.</p>
<p>Observations : Néant</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : A20 – Emplacements de stockage – observations générales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1</p>
<p>Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS</p>
<p>Prescription contrôlée : Exploitation de l'établissement conformément aux plans</p>
<p>Constats : Comme mis en évidence dans les constat précédents, les stockages ne respectent pas le plan figurant dans le dossier administratif (dossier IED 2015 – annexe 1). Ce plan est incomplet et paraît théorique et plus totalement en phase avec les activités du site. Nous relevons par ailleurs que l'organisation des stockages sur le site est par ailleurs assez anarchique (le regroupement par type de déchets n'est pas systématique).</p>
<p>Observations : Nous proposons à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de nous adresser sous 2 mois une mise à jour du plan des stockages des différents déchets (précisant y compris la zone de stockage des déchets indésirables), dans le respect des volumes et limites autorisés par l'arrêté préfectoral du 1/10/2015.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, déchets</p>

Nom du point de contrôle : A21 – Évacuation des boues thermales

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2014, article 1er
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : Justifier de l'évacuation des déchets dans une filière autorisée
<p>Constats :</p> <p>Rappel des sanctions précédentes (pour mémoire) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Arrêté préfectoral de consignation du 20/01/2016 : 15 000 € (recouvrés) • Arrêté préfectoral de suspension du 27/03/2018 : article 2 – dernier alinéa : "Par courrier électronique, l'exploitant déclare à la DREAL hebdomadairement, les volumes stockés, les volumes évacués dans la semaine écoulée et le cumul des évacuations depuis la notification du présent arrêté, et les installations destinataires (nom, département, commune, filière de traitement)." • Arrêté préfectoral du 27/03/2018 portant astreinte administrative de 100 €/j jusqu'à évacuation complète du stock • Arrêtés préfectoraux portant liquidations partielles de l'astreinte (tous recouvrés) : 19/09/2018 (11 900 €), 5/06/2019 (23 800 €), 3/09/2019 (14 000 €), 16/03/2020 (17 600 €), • Arrêté préfectoral portant amende administrative du 19/09/18 : 1 000 € pour non-transmission des informations relatives au déstockage des boues thermales • Arrêté préfectoral de consignation complémentaire du 2/06/2021 : 300 000 € (dont environ 100 000 € recouvrés au 6/05/2022) <p>oooooo</p> <p>Nous avons constaté qu'une partie du tas n°2 situé à l'entrée du site a été résorbée (par comparaison avec les photographies prises le 2/03/2021, le volume soustrait peut-être estimé à environ 500 m³, soit 750 t).</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir mené plusieurs campagnes de traitement depuis notre précédente visite : les boues sont placées dans une benne remplie d'eau, et brassée avec un grappin tournant, afin de procéder à la séparation de l'argile et du plastique. L'argile est envoyée sur la plateforme de compostage de Francin pour intégration dans le compost ; le plastique est expédié vers le site TRIGENIUM d'Annecy pour mise en balles, avant valorisation matière.</p> <p>L'exploitant ne nous transmet aucune information sur l'avancement des opérations et sur les tonnages traités et évacués (non-respect de l'arrêté préfectoral de suspension du 27/03/2018). Cet avancement ne peut être constaté que lorsque nous programmons une visite d'inspection sur site.</p> <p>L'avancement des évacuations est, certes, positif, cependant le rythme de traitement paraît toujours insuffisant, et nous ne disposons pas de calendrier d'évacuation des déchets restants. Lors de la visite, l'exploitant s'est cependant dit prêt à s'engager sur un tel calendrier. Celui-ci devra porter y compris sur le tas n°1 historique, situé près du séparateur hydrocarbures. A noter que l'accès à ce tas semble impossible à l'heure actuelle du fait des quantités très importantes de métaux stockés autour (cf. constat A2).</p> <p>Observations : Nous proposons à M. le préfet d'abaisser le montant de la consignation de 75 000 €, pour tenir compte des évacuations effectuées par l'exploitant (750 t à 100 €/t).</p> <p>L'évacuation totale des boues demandées par l'APMD du 21/05/2014 n'étant toujours pas réalisée, une nouvelle liquidation de l'astreinte (la cinquième depuis l'arrêté préfectoral du 27/03/2018) doit être effectuée, pour un montant de 82 600 €, couvrant la période du 1/02/2020 au 6/05/2022 inclus, soit 826 jours à 100 €/j.</p> <p>Nous insistons auprès de l'exploitant pour qu'il nous informe régulièrement de l'avancement des opérations de retraitement et d'évacuation des boues, afin d'attester de son engagement ferme à résorber les deux tas.</p> <p>Nous invitons par ailleurs l'exploitant à évacuer des déchets métalliques pour faire de la place sur le site et libérer les accès, afin de permettre l'accès et le retraitement des déchets du stock historique (voir constat A2).</p>
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Astreinte, Levée de consignation

Nom du point de contrôle : A22 – Exutoire des déchets inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 4.1.7
Thème(s) : Autre, A – STOCKS DE DECHETS
Prescription contrôlée : "L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. "
Constats : L'exploitant a indiqué que les gravats (quasi absent lors de la visite) sont collectés en déchetterie et sur des chantiers. Nous avons interrogé l'exploitant sur l'évacuation récente du stock important de gravats qui était situé à proximité de l'entrée du site, vers le hangar des DIB. L'exploitant a confirmé que ces déchets ont été dirigés vers des installations de criblage et valorisation. Les gravats sont depuis évacués au fil de l'eau.
Observations : Transmettre sous 15 jours un listing et un bilan des évacuations de gravats sur les années 2021 et 2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : B1 - Respect de l'emprise du site autorisée – SUD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, B – RESPECT DE L'EMPRISE DU SITE AUTORISÉE
Prescription contrôlée : Exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE et aux plans. Parcelles cadastrales autorisées : C12, C14, C504 et C505.
Constats : Les vues aériennes disponibles sur le site Internet de l'IGN – geoportail.gouv.fr – et nos constats sur le site montrent l'occupation par la société AXIA de parcelles non autorisées, privées et/ou publiques, par des installations ICPE (entreposage de déchets) ou non ICPE, comme précisé ci-dessous. Au sud (commune d'Esserts-Blay) : des déchets de boues thermales en vrac (stock n°2), ainsi que des bennes de déchets (vides et non-vides : verre pilé, pneumatiques, gravats, métaux, bouteilles de gaz...), sont présents sur les parcelles cadastrées C15 et C18 sur environ 1220 m ² au-delà du périmètre autorisé. Les bennes sont entreposées sur le sol nu. Nous avons signifié à l'exploitant que le propriétaire des terrains doit être informé du débordement de l'établissement sur ces parcelles. L'exploitant a indiqué lors de la visite être en cours d'acquisition de ces parcelles. Il a transmis après la visite, par courriel du 11/05/2022, une note de service interne datée du 9/05/2022 demandant à ce que cette zone soit réservée au stockage des bennes vides, destinées à la rotation ou à la réfection. Il n'a cependant pas justifié de l'évacuation des bennes pleines.
Observations : Concernant la zone sud, nous prenons acte : - du retrait des bennes pleines et de l'engagement de l'exploitant à ne plus stocker de déchets sur les parcelles concernées (C15 et C18) ; le retrait des boues thermales stockées sur ces parcelles est visé dans le constat A21 ; - du projet d'acquisition des terrains d'autre part. Nous demandons à l'exploitant de nous

transmettre les justificatifs dès que l'achat sera conclu.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : B2 - Respect de l'emprise du site autorisée – OUEST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, B – RESPECT DE L'EMPRISE DU SITE AUTORISÉE
Prescription contrôlée : Exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE et aux plans. Parcelles cadastrales autorisées : C12, C14, C504 et C505.
Constats : A l'ouest (commune d'Esserts-Blay) : une trentaine de bennes, vides pour la plupart (mais quelques unes non vides : pneus et roues, DIB, gravats) sont entreposées à l'extérieur de l'établissement, tout le long de la route d'accès (route de l'Industrie), sur des terrains non cadastrés appartenant au domaine public fluvial (digue de la rivière Isère), sur une longueur d'environ 400 m depuis l'entrée du site. L'exploitant a indiqué que le recours aux terrains bordant la route de l'Industrie est lié au manque de place dans l'emprise de l'établissement autorisé. La note de service interne du 9/05/2022 susmentionnée formalise l'interdiction, pour les employés du site, d'entreposer des bennes pleines en dehors du site ; cela vaut donc notamment pour la route de l'Industrie. La note demande également de ranger les bennes (vides) de manière à ne pas gêner la circulation. Cependant la présence des bennes vides constitue une occupation du domaine public sans autorisation. La régularisation de cette occupation n'est pas souhaitable : l'accès à la berge doit être maintenu en tout temps, pour permettre une intervention d'urgence en cas de crue. Un dépôt sauvage de déchets a été observé le long de la route d'accès, au milieu des bennes de l'entreprise.
Observations : Concernant la zone à l'ouest (DPF), nous prenons acte de l'engagement de l'exploitant à ne plus stocker de bennes pleines de déchets le long de la rue de l'Industrie. Nous demandons également à l'exploitant de ne plus y entreposer de bennes vides ; ces dernières doivent être entreposées à l'intérieur de l'établissement. Nous prenons acte de l'engagement de l'exploitant à prendre en charge le retrait et le traitement conforme des déchets du dépôt sauvage observé à proximité des bennes, bien qu'il ne soit pas de son fait.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : B3 - Respect de l'emprise du site autorisée – NORD

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, B – RESPECT DE L'EMPRISE DU SITE AUTORISÉE
Prescription contrôlée : Exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE et aux plans. Parcelles cadastrales autorisées : C12, C14, C504 et C505.
Constats : Au nord (commune d'Esserts-Blay) : le bassin de récupération des eaux d'extinction se situe en partie au-delà du périmètre autorisé : d'après Géoportail il semble empiéter sur les parcelles C503 (d'environ 100 m²) et C502 (d'environ 50 m²). Ceci est surprenant puisque le bassin, qui constitue une installation connexe aux installations

classées de tri, transit et regroupement de déchets, existe depuis de nombreuses années à cet emplacement et qu'il est notamment mentionné dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 4/02/2003 (article 2 - § 4.3). L'exploitant a justifié après la visite d'inspection (courriel du 17/05/2022) avoir acquis, via la SCI "ZAC du Château La Bâthie", la parcelle C 503 en mars 2020.
Observations : Concernant la zone nord (bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie), nous demandons à l'exploitant de nous transmettre des éléments et/ou actes qui ont pu être conclus avec le propriétaire concernant la maîtrise foncière de la parcelle C502.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : B4 - Respect de l'emprise du site autorisée – EST

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 1.3.1
Thème(s) : Autre, B – RESPECT DE L'EMPRISE DU SITE AUTORISÉE
Prescription contrôlée : Exploitation de l'établissement conformément au dossier ICPE et aux plans. Parcelles cadastrales autorisées : C12, C14, C504 et C505.
Constats : A l'est : d'après Géoportail les stockages de déchets et installations de la société AXIA, et le mur séparatif, semblent empiéter sur les parcelles voisines, situées sur la commune de La Bâthie (F 936 à 942, 2880, 2881), sur environ 400 m ² au-delà du périmètre autorisé d'après Géoportail. L'exploitant a indiqué qu'un bornage, signé par les 2 propriétaires, a été établi le 6/07/2012 par le cabinet de géomètres-experts AR GEO, et qu'il met en évidence que le mur séparatif (en "lego") respecte les limites de propriété (bornes OGE posées en 2012). Il a précisé cependant qu'il y aurait peut-être un problème de raccord entre les cadastres d'Esserts-Blay (à l'ouest) et de La Bâthie (à l'est), point qui serait en cours de discussion avec les géomètres et le propriétaire des terrains de La Bâthie. Après la visite, par courriel du 17/05/2022, l'exploitant nous a transmis le "plan parcellaire" établi par le bureau AR GEO le 6/07/2012 dans le cadre du bornage (mise à jour d'un plan de juin 2005).
Observations : Concernant la zone est (La Bâthie), nous prenons acte de la position exprimée par l'exploitant concernant le respect des limites de propriété, et donc du périmètre autorisé au titre des ICPE. La question du respect du bornage doit être réglée avec le propriétaire voisin et les géomètres experts. Nous relevons toutefois sur le plan de bornage daté du 6/07/2012 et fourni le 17/05/2022 : - que la flèche d'orientation "nord" y figurant est erronée (orientée vers l'est, sic) ; - qu'il ne fait pas apparaître le mur séparatif (construit postérieurement au plan ?) ; - que la dalle de la presse cisaille située sur la parcelle C504 (Esserts-Blay) déborde légèrement sur les parcelles voisines situées sur La Bâthie.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : C1 – Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
Prescription contrôlée : Etablissement et tenue à jour d'un plan de tous les réseaux et égouts
Constats : Un plan des réseaux, schématique, figure en annexe 2 du dossier de mise en conformité transmis

<p>en 2015 au titre de la directive IED.</p> <p>Ce schéma est cependant assez vague, notamment sur les points suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - circuits et localisation des ouvrages autour du séparateur hydrocarbures (vanne de coupure, surverse du séparateur, point de rejet des eaux en aval du séparateur, bassin de confinement, etc.) - pentes du terrain et délimitation des différents secteurs de collecte des eaux pluviales (afin de garantir que toutes les eaux soient bien récupérées, eaux pluviales et eaux d'extinction en cas d'incendie) - connexion hydraulique entre le "bac rétention" des déchets verts (mentionné à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral) et le séparateur hydrocarbures - rôle de la "cuve centre tri" (inaccessible lors de la visite du fait du surstock de DIB) et connexion hydraulique avec le séparateur hydrocarbures. <p>L'exploitant a indiqué ne pas disposer immédiatement d'autre plan que celui-ci.</p>
<p>Observations : Nous demandons à l'exploitant de nous communiquer sous 15 jours un véritable plan des réseaux, répondant notamment aux questions listées ci-dessus.</p> <p>A défaut, nous proposerons à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : C2 - Collecte des eaux pluviales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.2.1 et 3.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>"Tous les effluents aqueux sont canalisés.</p> <p>Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, et notamment les eaux de ruissellement des aires de stationnement, de chargement, de circulation, de stockage et de traitement, sont collectées par un réseau spécifique. Elles font l'objet d'un traitement adapté sur site avant leur rejet dans l'Isère.</p> <p>Les eaux susceptibles d'être polluées issues de l'aire de dépôt des déchets verts sont dirigées vers un ouvrage de décantation maçonnée de 30m3, avant de rejoindre le séparateur d'hydrocarbures."</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le secteur des déchets métalliques, au nord, nous avons constaté deux grandes flaques ("piscines") remplies par les pluies des jours précédents (superficie de plusieurs dizaines de m² et profondeur d'une dizaine de centimètres). Ceci montre que localement la topologie de la plateforme ne permet pas l'écoulement des eaux pluviales (susceptibles d'être polluées) vers le dispositif de traitement (séparateur hydrocarbures).</p> <p>De même, au milieu du parking, nous avons constaté la présence d'un regard avec une pompe de relevage. L'exploitant a indiqué que les eaux pluviales ont tendance à s'accumuler dans cette zone ; les eaux y sont pompées régulièrement et rejetées, sans traitement, au sud du site. Ceci est doublement non-conforme : d'une part, d'après le schéma des réseaux susmentionnés, ce secteur est censé comporter deux avaloirs devant diriger les eaux vers le séparateur hydrocarbures du site ; d'autre part, le rejet direct des eaux potentiellement polluées au milieu naturel est contraire à l'arrêté préfectoral.</p> <p>Par ailleurs, sur toute la périphérie du site, la topologie des terrains et l'absence de murette ou bordure, notamment au sud du hangar de stockages des DIB et collectes sélectives, ne semble pas garantir que les eaux pluviales soient bien collectées vers l'intérieur du site et dirigées vers le séparateur hydrocarbures (ou confinées s'agissant des eaux d'extinction).</p> <p>Enfin, nous signalons qu'un regard de collecte des eaux pluviales, au nord du bâtiment (ex-poste de dépollution des VHU) était totalement obstrué.</p>
<p>Observations : Nous proposons à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de procéder, dans un délai de 3 mois, aux travaux nécessaires (réfections de sol et constructions de bordures ou</p>

murettes périphériques) pour permettre, partout sur le site, une bonne collecte des eaux pluviales (susceptibles d'être polluées), et des eaux d'extinction d'incendie le cas échéant. Les regards de collecte doivent être nettoyés et débouchés si nécessaire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : C3 - Entretien du séparateur hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.4.1
Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
Prescription contrôlée : "Les dispositifs de traitement sont régulièrement entretenus et surveillés, de manière à s'assurer de leur bon fonctionnement et réduire au minimum les durées d'indisponibilité. L'exploitant fait vidanger, nettoyer et vérifier le séparateur d'hydrocarbures autant de fois que nécessaire et au minimum une fois par an. Les résidus du séparateur d'hydrocarbures sont éliminés en tant que déchets dangereux selon les dispositions du titre 3."
Constats : L'accès au séparateur paraît peu facile du fait de la présence des boues thermales et de la végétation. L'exploitant a cependant justifié après la visite (courriel du 9/05/2022) de la réalisation de 2 entretiens en février et mars 2021 (14 tonnes de boues au total, évacuées vers les installations de traitement exploitées par la société SIRA à Chasse sur Rhône – 38).
Observations : Néant
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : C4 - Analyses des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.5
Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
Prescription contrôlée : "L'exploitant doit procéder annuellement à un contrôle des eaux pluviales potentiellement polluées rejetées au milieu naturel portant sur les paramètres définis à l'article 3-4-4 de l'AP du 01/10/15. Ce rapport annuel doit être transmis à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois suivant son édition.)"
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de nous indiquer les résultats des analyses effectuées en 2021. S'agissant de 2022, il a indiqué que les analyses n'ont pas encore été effectuées, faute de pluie suffisante.
Observations : Nous demandons à l'exploitant de nous communiquer sous 15 jours les analyses d'eaux pluviales effectuées en 2021. A défaut, nous proposerons à M. le préfet une mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : C5 - Rétention des eaux d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
Prescription contrôlée : "L'établissement est doté d'un bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie présentant à tout moment un volume disponible de 300 m3. [...] L'emplacement du dispositif de disconnexion précité est clairement identifié par une signalisation adéquate. Le dispositif est facilement accessible et manœuvrable. L'exploitant s'assure de son bon fonctionnement permanent par des essais et un entretien réguliers. Une consigne, portée à la connaissance du personnel, précise les conditions de manœuvre des vannes d'isolement."
Constats : En l'absence du responsable d'exploitation, absent lors de notre visite inopinée, nous n'avons pas pu accéder au bassin, dont l'accès se fait depuis la route de l'Industrie, via une barrière cadennassée. Par courriel du 16/05/2022, l'exploitant nous a transmis la "consigne de gestion des eaux d'extinction d'incendie" exigée par l'arrêté préfectoral et datée du 10/01/2021 ; elle n'appelle pas d'observation de notre part.
Observations : Ce point sera contrôlé lors d'une prochaine visite programmée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : C6 - Rétention des liquides dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 3.6.1
Thème(s) : Risques chroniques, C – PREVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX
Prescription contrôlée : "Tout stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une rétention [...]."
Constats : Nous avons observé plusieurs futs ou GRV de produits liquides qui n'étaient pas sur rétention.
Observations : Nous proposons à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de placer tout stockage de liquide sous rétention sous 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : D1 – Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, D -PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE
Prescription contrôlée : Existence de moyens de lutte adaptés aux risques, et notamment d'une plateforme de pompage accessible aux engins des services de secours
Constats : La voie d'accès à la plateforme de pompage était légèrement encombrée (bennes vides). Même quand la voie est dégagée, il n'est pas certain que les dimensions de la plateforme elle-même soient suffisantes. L'opérateur a indiqué que la batterie de démarrage de la motopompe était peut-être hors service ; il s'est donc rendu sur la plateforme avec un chariot élévateur, afin d'utiliser la batterie de cette

<p>dernière pour démarrer la motopompe. Le sol de la plateforme étant non revêtu et non stabilisé, et le site ayant connu des précipitations les jours précédant la visite, le chariot élévateur s'est embourbé en accédant à la plateforme. Il n'est pas acceptable qu'il puisse arriver la même chose aux engins des services de secours.</p> <p>Nous relevons par ailleurs que la plateforme est située à seulement 15 m du hangar de stockage des DIB, et qu'elle pourrait ne pas être accessible au service de secours en cas d'incendie du hangar, du fait des distances d'effets thermiques, dès lors que la hauteur des stockages des déchets (environ 4 m) dépasse celle des murs latéraux en béton ("lego" ; 2 m de hauteur).</p> <p>Nous avons demandé aux opérateurs rencontrés sur le site de faire un essai de démarrage de la motopompe installée à demeure sur la plateforme. La motopompe a pu démarrer avec sa propre batterie. Nous avons mis fin à l'essai, concluant, après avoir constaté la mise en pression du tuyau.</p> <p>Observations : L'exigence d'accessibilité de la plateforme de pompage fixée par l'arrêté n'est pas respectée.</p> <p>Nous proposons à M. le préfet de mettre en demeure l'exploitant de stabiliser la plateforme existante sous 1 mois et de la maintenir dégagée en permanence. Après les travaux, l'exploitant devra la faire réceptionner par le SDIS sous 2 mois.</p> <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> <p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>

Nom du point de contrôle : D2 - Accessibilité des services de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 6.3.4
Thème(s) : Risques accidentels, D - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les bâtiments et stockages extérieurs sont facilement accessibles aux services d'incendie et de secours, qui doivent pouvoir faire évoluer sans difficulté leurs engins. En particulier, une voie engin sera aménagée et accessible en permanence.</p> <p>Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation des installations stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes à l'établissement, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'établissement.</p> <p>Les voies de circulation sont aménagées et entretenues pour permettre à tout moment l'évolution sans difficulté de ces services.</p> <p>Constats :</p> <p>La voie de circulation autour du hangar de stockage était une fois encore obstruée (pelleteuse à l'arrêt, bennes de déchets, tas de déchets broyés... sur une partie des côtés sud et est du hangar), en non-conformité avec l'arrêté.</p> <p>Nous avons demandé à l'exploitant de la dégager rapidement.</p> <p>Une semaine après la visite, par courriel du 13/05/2022, l'exploitant nous a adressé des photographies montrant le dégagement de la voie.</p> <p>Observations : Nous rappelons à l'exploitant que la voie autour du hangar de stockage doit être maintenue dégagée en permanence.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> <p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Nom du point de contrôle : E1 – Régularisation du broyeur DIB/Bois

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/03/2021, article 1 – c)
Thème(s) : Situation administrative, E – Porter à connaissance des modifications
Prescription contrôlée :

<p>Régulariser la situation administrative du broyeur de déchets de bois :</p> <ul style="list-style-type: none"> ° soit en cessant définitivement l'activité de broyage de déchets de bois et en retirant le broyeur du site ; ° soit en déposant dans un délai de 2 mois un dossier de porter à connaissance des modifications apportées à l'établissement, dans les formes prévues à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite du 28/01/2021 avait été constaté le fonctionnement d'un broyeur de déchets non autorisé. Par suite, l'arrêté du 5/03/2021 a mis en demeure l'exploitant de régulariser la situation administrative de cette installation.</p> <p>Un dossier de demande de modification a été transmis par courriel du 31/03/2021 (dossier Advice environnement du 29/03/2021).</p> <p>Le dossier présente la demande de modification consistant en l'ajout d'un broyeur pour les DND et encombrants et les déchets de bois, qui relèverait de la rubrique 2791 de la nomenclature des ICPE. La principale fonction de ce broyeur est de réduire le volume des déchets et d'optimiser le transport. Il permet par ailleurs d'extraire les parties métalliques au sein des déchets et facilite la valorisation des déchets encombrants</p> <p>La puissance de l'appareil est de 354 kW. La capacité maximale de traitement est de 50 t/j, qui s'ajouteraient aux 200 t/j déjà autorisées au titre de la rubrique 2791 (broyeur de déchets métalliques), soit une augmentation de 40 %. Le seuil d'autorisation de la rubrique 2791 est de 10 t/j.</p> <p>Nous avons constaté lors de la visite du 6/05/2022 que le broyeur est toujours en place sur le site.</p>
<p>Observations : La modification projetée induit une augmentation conséquente de la capacité de broyage autorisée sur le site (+40%). Une telle augmentation conduit à considérer la modification comme substantielle.</p> <p>Le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant ne peut dès lors pas suffire : la régularisation du broyeur passe par sa suppression du site d'Esserts-Blay ou par le dépôt d'une demande d'autorisation environnementale, comme prévu par l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p> <p>Nous proposons à M. le préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de modifier en ce sens les termes de la mise en demeure de régulariser la situation administrative du broyeur, en fixant un nouveau délai de 3 mois (voir projet d'APMD ci-joint) ; - de suspendre le fonctionnement du broyeur jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande éventuelle d'autorisation du broyeur, compte tenu des risques d'incendie associés, et comme prévu par l'article L. 171-7 du code de l'environnement.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, dépôt de dossier, Suspension</p>

Nom du point de contrôle : F1 -Mesures de bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015, article 5.2.2 et 5.2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, F – Nuisances sonores</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Mesure des émissions sonores tous les 3 ans</p> <p>Valeurs limites à respecter</p>
<p>Constats :</p> <p>Une campagne de mesure a été réalisée le 31/08/21 ; les résultats (rapport Alpes Contrôles du 28/09/21) nous ont été adressés par courriel de l'exploitant du 24/11/21. Ces résultats sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté.</p>
<p>Observations : Néant</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

Unité interdépartementale des deux Savoie
430 rue de Belle Eau
73000 Chambéry

Chambéry, le 24/05/2022

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/05/2022

Partie nominative

AXIA

ZI Route de l'Industrie
73540 ESSERTS BLAY

Affaire suivie par : DINOCHÉAU Guillaume

Téléphone : 04 79 62 81 88

Courriel : guillaume.dinocheau@developpement-durable.gouv.fr

Références : 20220506-RAP-AxiaEB-Inspection-PartieNominative-v1

Pièces jointes : 4 projets d'arrêtés préfectoraux :

- arrêté de mise en demeure concernant plusieurs non-conformités
- arrêté de mise en demeure modifié concernant la régularisation du broyeur de déchets non dangereux
- arrêté diminuant le montant de la consignation relative aux boues thermales
- nouvel arrêté de liquidation partielle de l'astreinte administrative relative aux boues thermales.

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 06/05/2022 de l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :

- DINOCHÉAU Guillaume, Unité interdépartementale des deux Savoie, inspecteur de l'environnement

Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :

M. Richard Tumbach, société AXIA, dirigeant
M. Jean-Philippe Gaudin, société AXIA, pelleur

Le courriel de l'exploitant pour échange avec l'administration est r.tumbach@trigenium.fr.

Rapport de l'inspection des installations classées

Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 06/05/2022 de l'établissement AXIA implanté ZI Route de l'Industrie 73540 ESSERTS BLAY, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

1) Pour le point de contrôle A21 – Évacuation des boues thermales - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/05/2014 article : 1er, il est proposé, conformément à l'article L. 171-8 du code de l'environnement :

- Une **réduction de la consignation** prescrite par arrêté préfectoral du 2/06/2021, pour tenir compte de la diminution des stocks de boues thermales constatée lors de la visite,
- Une liquidation partielle de l'**astreinte**, pour un montant de 82 600 €, **considérant** que la mise en demeure n'est toujours pas satisfaite.

2) Pour le point de contrôle E1 – Régularisation du broyeur DIB/Bois - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/03/2021 article 1 – c) - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure, il est proposé, conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement :

- de **modifier la mise en demeure** du 5/03/2021, pour tenir compte des éléments figurant dans le dossier de porter à connaissance transmis par l'exploitant par courriel du 31/03/2021, qui montrent qu'une nouvelle autorisation serait nécessaire pour régulariser le broyeur,
- de **suspendre** le fonctionnement du broyeur jusqu'à ce qu'il ait été statué sur la demande d'autorisation, du fait notamment des risques d'incendie.

3) Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, il est proposé, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les point de contrôle suivants :



- A3 – Volumes stockés et emplacements de stockage – VHU - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- A8 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Pneumatiques usagés - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 articles 1.2.1 et 7.1.1 ; 1.3.1 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- A17 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Bouteilles de gaz - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 articles 7.1.1, 7.1.5 et 1.3.1 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- A20 – Emplacements de stockage – observations générales - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 article 1.3.1 - délai : 2 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- C2 - Collecte des eaux pluviales - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 articles 3.2.1 et 3.3.1 - délai : 3 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- C6 - Rétention des liquides dangereux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 article 3.6.1 - délai : 15 jours à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

- D1 – Moyens de lutte contre l'incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 article 6.5.2 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

4) Pour les **points de contrôle « susceptibles de suites »** récapitulés ci-dessous, l'exploitant doit, dans les délais impartis pour présenter ses observations, respecter les prescriptions concernées et transmettre à l'inspection des installations classées par courrier ou courriel les justificatifs correspondants.

Dans le cas contraire, il pourra être proposé une mise en demeure de respecter les prescriptions édictées ou des sanctions administratives :

- A1 – Tenue d'un état des stocks - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article 49 et article 71.7 de l'AP du 1/10/15
- A9 – Volumes stockés et emplacements de stockage – Déchets non dangereux - Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 05/03/2021 article 1 -a) et AP du 1/10/2015 - articles 1.2.1, 71.1, 1.3.1
- A18 – Volumes stockés et emplacements de stockage – "Fond de tas" - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 articles 71.1 et 1.3.1
- C1 – Plan des réseaux - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 article 3.2.2
- C4 - Analyses des eaux pluviales - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/10/2015 article 3.5

Rédacteur	Vérificateur/Approbateur
<p>L'inspecteur des installations classées</p>  <p>Guillaume DINOCHÉAU guillaume.dinocheau 2022.05.24 14:44:17 +02'00'</p>	<p>La cheffe de l'unité interdépartementale des deux Savoie</p> <p>La cheffe de l'unité interdépartementale des deux Savoie</p>  <p>2022.05.24 18:42:51 +02'00'</p> <p>Anne-Laure JORSIN-CHAZEAU</p>